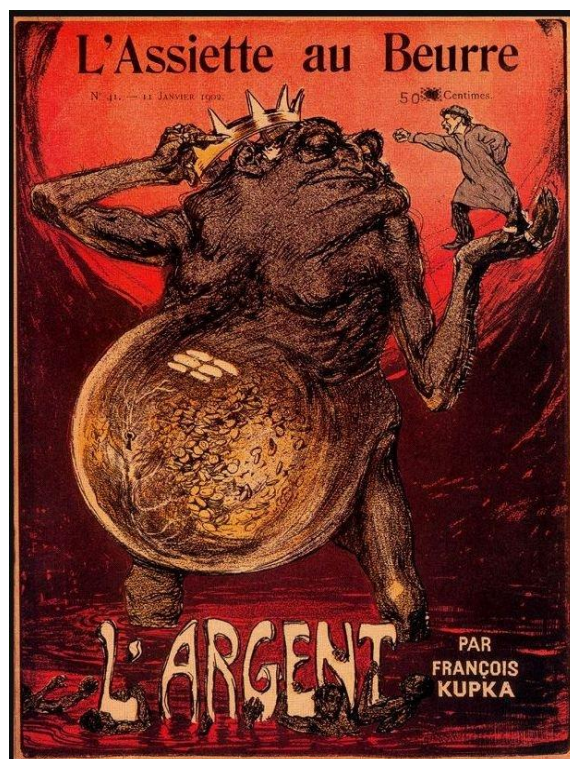


## Démocratie et Capitalisme libéral : incompatibles ?



Depuis les XVIIIème et XIXème siècles, les révolutionnaires, avec les drapeaux tricolores, ont également brandi un trio de concepts : le libéralisme, la démocratie et le capitalisme, le premier faisant le lien entre les deux autres. D'autant que, durant la Guerre froide, la confusion entre socialisme et communisme a présenté le capitalisme libéral comme l'idéologie fondamentale du « Monde libre », et donc de la liberté. Cependant, depuis l'effondrement du bloc communiste, un certain malaise se fait sentir de par le globe ; et le capitalisme est de plus en plus considéré comme une mauvaise doctrine par les populations occidentales. Mais, comme le capitalisme continue de s'étendre, elles ont la sensation de ne plus être écoutées, et donc de ne plus être aux commandes d'États qu'elles sont pourtant sensées gouverner.

L'académicienne belge et sociologue Isabelle Ferreras, maître de recherche du Fonds national de la recherche scientifique, le professeur d'économie new-yorkais Branko Milanovic, de la City University of New York, et l'économiste enseignant à Sciences Po Thierry Aimar, membre du conseil d'administration de la Société d'économie politique, débattent du capitalisme et de la démocratie dans trois tribunes publiées par *Le Monde* le 11 octobre 2019.

Isabelle Ferreras prend le contre-pied d'une hypothèse de Milton Friedman : lui dit que démocratie et capitalisme vont de pair, elle dit que le capitalisme est sur le point de détruire la démocratie. Il y a un double problème : d'un côté, les entreprises deviennent plus puissantes que les États (ainsi le Danemark a-t-il, en 2017, nommé un ambassadeur auprès des GAFAM), et, de l'autre, la gestion des entreprises, avec les patrons et les propriétaires dirigeant les ouvriers, est anti-démocratique. L'addition de ces deux faits provoque la création de gigantesques dictatures transnationales, dirigées uniquement par des seigneurs-propriétaires, les actionnaires. Les États

démocratiques deviennent, avec la mondialisation et l'ouverture des frontières, impuissant face à ces dernières, qui échappent à leur contrôle. Or, puisque les entreprises sont devenues de véritables « États », il conviendrait d'en faire des démocraties : elle propose ainsi d'imiter le bicamérisme britannique, en créant, auprès de la « Chambre des Lords » qu'est l'assemblée générale des actionnaires, une « Chambre des Communes », composée de représentants élus par les citoyens de ces nouveaux États, les salariés. En effet, les lois Auroux de 1982 précisent que les salariés sont citoyens dans leurs entreprises. D'ailleurs, de telles chambres existent déjà : ce sont les Comités Sociaux et Économiques, mais ils n'ont pas de pouvoirs réels. Enfin, elle critique la loi Pacte de 2019, parce que le système mis en place par cette dernière consiste à insérer des représentants des salariés au milieu des actionnaires dans les assemblées, ce qui n'aurait d'autre effet que de rendre les salariés minoritaires. L'entreprise doit, dans son idée, devenir un lieu d'ancrage de la démocratie par excellence, où l'intérêt général doit passer avant les intérêts privés des actionnaires.

Branko Milanovic constate la même chose qu'Isabelle Ferreras, pour lui « le capitalisme est devenu trop puissant. Il critique les intellectuels, journalistes, qui prévoient « la fin du capitalisme » ; il voit lui une puissance accrue du capitalisme : ce qui n'était pas marchand le devient, tel un trajet en covoiturage, son domicile privé, et autres services ordinairement gratuits, les fameux services « entre amis » ou « entre voisins ». Il y voit ainsi la création d'une société de petits boulots, où chacun, après les heures du bureau, pourrait être livreur de pizzas, chauffeur Uber, ou louer sa chambre sur Airbnb. Cependant, il regrette très fortement la corruption du milieu politique par le capitalisme : les institutions deviennent ainsi des lieux de transactions marchandes, tout comme les loisirs. Cependant, selon lui, le mécontentement des classes moyennes occidentales à l'égard de ce dernier est en fait un mécontentement à l'égard de la mondialisation, qui les a défavorisées au profit des pays asiatiques.

En effet, pour Thierry Aimar, les salariés « indiens, chinois, vietnamiens » qui profitent de la libre concurrence ont eux « saisi les opportunités offertes par la mondialisation pour sortir de la misère ». Il défend un libéralisme strict et doctrinaire : libre circulation des marchandises, dérégulation, « dé-législation », afin de « découvrir de nouvelles ressources », rétribution de chacun « à hauteur de sa participation à la création de valeur ». Le mécontentement des salariés occidentaux, mais aussi de ce qu'il appelle des « propriétaires de facteurs de production » devant leur perte de revenu serait « honteux » car défense d'injustes privilèges. Il faut faire sauter « les barrières à l'entrée » (douanières) pour réduire les inégalités salariales (qui sont un « préjugé » et l'auteur affirme que le libéralisme déteste les « préjugés, les inégalités d'accès à l'éducation, à la sécurité... »). D'un autre côté, si l'inégalité est due à « la recomposition des activités » (la réorganisation des secteurs qui génèrent du profit) il faut laisser faire : certains contribuent davantage à la création de valeurs. Les problèmes d'augmentation de profit du capital ne seraient dus qu'à « des politiques monétaires laxistes ». Bref, les seuls ennemis du libéralisme, créateur de richesse, d'égalité, de paradis sur terre, ce sont les conservateurs et les populistes européens.

Alors, le capitalisme va-t-il remplacer la démocratie ? Selon Karl Marx, le capitalisme va forcément s'arrêter un jour, puisqu'il consiste en l'exploitation continue des ressources, ce qui ne peut fonctionner que dans un monde infini ; or notre monde à une fin, et ses ressources peuvent donc s'épuiser à un moment. Et le capitalisme détruira le monde avec lui... Le philosophe Jean-Claude Michéa pointe du doigt le fait que le libéralisme est incompatible avec la démocratie, car il suggère que la somme des intérêts privés de chacun va faire le bien collectif, or une simple

partie de Monopoly permet de voir que cela est faux ; pour servir réellement l'intérêt général, il faut réguler le système. Et donc casser le principe fondamental du libéralisme. Il ajoute que le libéralisme ne profitant qu'au plus riches, ses intérêts rejoignent, au final, ceux du capitalisme. Ce problème, d'ordre social, ne rejoint-il pas, au final, les problèmes environnementaux qui font si souvent polémique à notre époque ? Tout semble indiquer que le capitalisme et le libéralisme, que l'on soit socialiste, écologiste ou démocrate, sont les ennemis numéro un, les plus graves dangers pour le monde. Ce dernier va-t-il évoluer, ou garder la direction qu'il a empruntée jusqu'alors ? Seul l'avenir nous le dira...

**Julien MATHIEUX (1<sup>ère</sup> 4), le 20 décembre 2019**